



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination et du
Soutien Interministériels
Bureau de l'environnement**

**Arrêté préfectoral du 26 MARS 2026
portant mise en demeure à l'encontre de la société Scierie MIGEON,
dont le siège social est situé à Secondigné sur Belle,
pour son site situé zone d'activité de Bellevue à la Croix Créchaud
à SECONDIGNY (79130)**

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.514-5 ;

Vu le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4046 du 16 juin 2003 relatif à l'extension d'une scierie et la création d'une installation de traitement de bois sur la ZAE de Bellevue, "La Croix Créchaud", commune de SECONDIGNY, demande présentée par la société MIGEON Frères ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5369 du 3 septembre 2013 portant mise à jour du classement des installations de la SAS ETABLISSEMENTS MIGEON FRERES autorisée à exploiter une scierie équipée d'une installation de traitement de bois, située ZAE de BELLEVUE, "la Croix Créchaud" sur la commune de SECONDIGNY ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu la prise d'acte n° E229 du 9 mai 2022 relative à la demande de bénéfice d'antériorité des droits acquis pour les rubriques modifiées par décrets sur le site de la Scierie MIGEON SAS situé à la Croix Créchaud, ZA de Bellevue, 79130 SECONDIGNY ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 5 février 2026 référencé 0007201971/MR/2026/49 consécutif à la visite d'inspection inopinée du site de la société Scierie MIGEON du 4 novembre 2025 ;

Vu le courrier en date du 10 février 2026 informant, dans le cadre de la procédure contradictoire, conformément à l'article L. 171-8, l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant reçues par courrier le 4 mars 2026 ;

Considérant que conformément à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 4046 du 16 juin 2003, le site était régulièrement autorisé pour une installation de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés pour une capacité de 16 000 litres soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2415 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que lors de la transmission en 2013 d'un porter à connaissance pour la création d'une unité de clouage, l'exploitant avait précisé que l'installation de traitement du bois initialement prévue n'avait pas été installée et qu'il avait demandé le retrait de la rubrique 2415 et de ses prescriptions associées ;

Considérant qu'à la suite de l'instruction du porter à connaissance, la préfecture a transmis à l'exploitant l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5369 du 3 septembre 2013 portant mise à jour du classement des installations qui exclut, en son article 1, l'application de la rubrique 2415 relative aux installations de traitement de bois et qui précise, en son article 2, que les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° 4046 du 16 juin 2003 modifié, autorisant la SAS ETABLISSEMENTS MIGEON FRERES à exploiter une scierie dans la ZAE de Bellevue, La Croix Créchaud sur la commune de SECONDIGNY, restent inchangées et demeurent applicables ;

Considérant que lors de la visite des installations du 9 juin 2016, l'inspection a constaté qu'une activité de traitement de bois était en fonctionnement sur le site avec l'utilisation du produit de traitement SINESTO B et qu'il avait été demandé à l'exploitant de régulariser sa situation administrative et de mettre en œuvre les prescriptions techniques applicables à son installation ;

Considérant que dans le cadre de la visite d'inspection du 29 septembre 2021, l'inspection a constaté que l'activité n'était plus en fonctionnement et que l'exploitant avait indiqué qu'il a procédé à des essais de traitement de bois par pulvérisation au lieu d'un traitement par trempage ;

Considérant que par courrier du 1^{er} décembre 2021, l'exploitant a précisé que l'installation de traitement de bois n'était plus en fonctionnement et qu'il n'a pas prévu de la relancer ;

Considérant qu'aucun dossier de cessation d'activité conforme aux articles R.512-39-1 et suivants du Code de l'environnement n'a été déposé auprès de la préfecture ;

Considérant que lors de la visite d'inspection inopinée du 4 novembre 2025, il a été constaté que le site exerce une activité de traitement de bois et que l'exploitant précise qu'il vient de commencer des tests ;

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection inopinée :

- que le produit de traitement de bois utilisé, à savoir le SINESTO B est le même que celui qui était utilisé lors de la visite d'inspection du 9 juin 2016 ;
- que le stockage de produits chimiques de traitement de bois SINESTO B est composé de deux IBC de 1000 litres sur rétention dont un presque vide et l'autre déjà entamé ;
- que les dimensions du bac de traitement de bois décrites dans le dossier de demande d'autorisation (longueur de 4 mètres, largeur de 2 mètres, hauteur de 2 mètres et volume de 16 000 litres) correspondent aux caractéristiques du bac de traitement présent sur le site ;
- que le matériel mis en œuvre est ancien et présente des traces d'égouttures et de corrosion ;

Considérant que l'article 5.8 de l'arrêté préfectoral n° 4046 du 16 juin 2003 impose l'implantation de 3 piézomètres pour assurer la surveillance des eaux souterraines au niveau de l'installation de traitement de bois, que les piézomètres n'ont pas été implantés et que les analyses des eaux souterraines n'ont pas été réalisées ;

Considérant que conformément à l'article 5.7 de l'arrêté préfectoral n° 4046 du 16 juin 2003, l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie, est recueilli dans un bassin de confinement d'un volume d'au moins 410 m³ et que ce bassin n'est pas présent sur le site ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la Scierie MIGEON de régulariser la situation administrative du site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

Article 1 – Activité de traitement de bois

La société Scierie MIGEON, exploitant une scierie régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 4046 du 16 juin 2003 susvisé, située à sur la commune de SECONDIGNY (79), est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son installation de traitement de bois soit :

- par la mise en œuvre des prescriptions techniques des articles 5.8 et 14 de l'arrêté préfectoral n° 4046 du 16 juin 2003 susvisé respectivement relatives à la surveillance des eaux souterraines et aux installations de traitement de bois ;
- par la cessation d'activité de son installation de traitement et la remise en état du site prévue à l'article L.512-6-1 du Code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants

- Dans un délai d'un mois, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options suivantes il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour le maintien de l'activité de traitement de bois :
 - Dans un délai de 2 mois, l'exploitant transmet une analyse de l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral relatives à l'activité de traitement de bois avec un plan d'actions détaillé, accompagné d'un échéancier resserré, pour mettre en œuvre les actions correctives ;
 - Dans un délai de 6 mois, il transmet les justificatifs de vérification des tests d'étanchéité, les justificatifs d'implantation des 3 piézomètres avec les résultats des analyses des eaux souterraines et la courbe isopièze permettant de justifier la présence de deux piézomètres en aval et un en amont ainsi qu'une analyse des sols à proximité du bac de traitement afin de vérifier l'absence de pollution par les produits de traitement de bois.
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité de traitement de bois :
 - Dans un délai d'un mois, l'exploitant notifie au préfet l'arrêt définitif de l'activité conformément à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement ;
 - Dans un délai 3 mois, il transmet l'attestation de mise en sécurité réalisée par une entreprise certifiée conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 et R.512-75-1 du Code de l'environnement.
 - Dans un délai 6 mois, il transmet le mémoire de réhabilitation accompagné de l'ATTES MEMOIRE, réalisée par une entreprise certifiée conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 et R.512-75-1 du Code de l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 – Confinement des eaux d'extinction incendie

La société est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 5.7 de l'arrêté préfectoral n° 4046 du 16 juin 2003 susvisé relatif à la mise en place de mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, selon les dispositions suivantes :

- Sous 3 mois, l'exploitant transmet son étude de confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie avec le descriptif des actions prévues. L'étude devra permettre de confirmer que l'ensemble des eaux d'extinction utilisées sur le site pourront bien être recueillis.
- Sous 12 mois, l'exploitant transmet les justificatifs de réalisation du volume de rétention pour les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués en cas de sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Article 3 – Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 5– Publicité

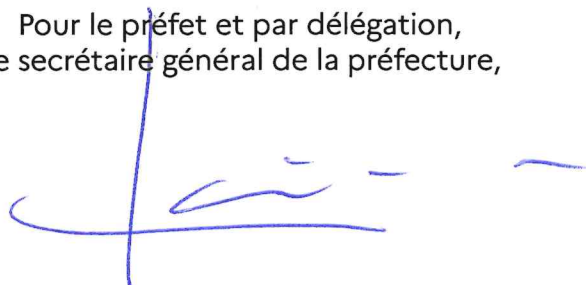
Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de PARTHENAY, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-aquitaine. sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Société SCIERIE MIGEON ainsi qu'au maire de SECONDIGNY.

Niort, le **26 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER